

Le SSM précurseur : Temoignage du General Navarre

Category: Affaire Amiral Darlan, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Henri Navarre, Général Louis Rivet, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

Avant et pendant la guerre 39-40 j'étais chef de la Section allemande du S.R.

A ce titre, fin juin et juillet 40, je réorganise le S.R. contre l'Allemagne et le mets en mesure de continuer sa mission.

A partir d'octobre 40, à Alger, je deviens chef du 2^{ème} Bureau du Général WEYGAND. Je suis chargé par lui de la partie secrète » (animation des Services Spéciaux, de la propagande, des écoutes téléphoniques, de la lutte contre les empiètements des commissions d'armistice).

Au départ du Général WEYGAND (novembre 1941), je reste à Alger avec le Général JUIN (même mission et mêmes activités).

Février 1942. - Je suis renvoyé en France sur ordre personnel de l'Amiral DARLAN en raison de mes " activités néfastes " auprès du Général WEYGAND.

Je suis affecté d'office au 12^{ème} Cuirassiers (Orange) et placé sous la surveillance de la police (qui, d'ailleurs, m'en prévient).

Fin 1942. - A la démobilisation de l'Armée de l'Armistice du fait que les Allemands me connaissent et possèdent sur moi les renseignements possibles (mon appartement de Paris avait été perquisitionné en juin 1940), je plonge dans la clandestinité et prends contact avec la Direction à Alger de l'ex-S.R. On me demande d'attendre des instructions en vue d'une mission qui me serait confiée en France.

Début 1943. - Je suis convoqué à Vichy par le Général DELMOTTE (je lui avais été signalé par son Chef de Cabinet le Commandant BAILLOUD que je connaissais depuis longtemps).

Il me demande de prendre auprès de lui la direction d'un S.R. clandestin sur l'Allemagne. Je prends conseil auprès du Général FRERE qui me demande d'accepter afin de faire bénéficier l'O.R.A. (qu'il est en train de constituer) des renseignements que j'obtiendrais.

Au début, quelques jours avant d'avoir commencé la moindre activité, je suis convoqué à nouveau par le Général DELMOTTE qui me fait part de l'opposition formelle de LAVAL à la création du S.R. en question et de l'interdiction absolue de m'employer à un poste quelconque en raison de mes activités « gaullistes » auprès du Général WEYGAND.

Je quitte Vichy, mais reste en contact avec le S.R. (Colonel DELOR).

Mars 1943. - Je suis contacté par les Services Spéciaux d'Alger (Colonel RIVET, Commandant PAILLOLE) qui me demandent de prendre la direction d'un service clandestin de Sécurité

Militaire précurseur à créer, et, en même temps de « coordonner » l'action du C.E. clandestin, T.R. et du S.R. en France occupée.

Je viens alors m'installer à Clermont-Ferrand pour être à proximité du S. R. (Colonel DELOR, résidant quelque part près de Vichy) du T.R. (Commandant LAFONT, alias VERNEUIL, camouflé dans la région de Brioude) et de l'E.M. de l'O.R.A. qui fonctionne dans la région (Général FRERE, puis Général OLLERIS).

Avril 43. — Après une série d'entretiens avec DELOR et VERNEUIL, il est décidé que je prendrai à mon compte la création du S.S.M. sur l'ensemble du territoire et que j'aurais l'autorité, en zone nord, sur les éléments du T.R. et du S. R.

Cette organisation jouera en ce qui concerne S.S.M. et T.R. mais, en ce qui concerne le S.R. elle se réduira à quelques contacts avec le Commandant LOCHARD, successeur du Colonel DELOR.

Il est également entendu que j'aurai la responsabilité des contacts avec l'O.R.A., surtout en zone nord.

CRÉATION ET FONCTIONNEMENT DU S.S.M. PRECURSEUR

Le P.C. principal fut installé à Paris, rue Boissy-d'Anglas, dans un appartement loué au nom d'une Secrétaire Madame GILLOT-MAITRE, qui y fut installée.

L'État-Major comprenait le Capitaine BRUTE de REMUR (1er adjoint) et le Capitaine GOBERT (2e adjoint). Seuls, ces deux officiers avaient, avec moi, accès au P.C. dont personne ne connaissait l'existence et où n'était reçue aucune visite.

Un P.C. secondaire existait à Clermont-Ferrand, où j'avais une chambre et une boîte aux lettres assurée par Mademoiselle VERGNE, Secrétaire de l'Aéro-Club.

La mission était de créer un B.S.M. par région militaire avec une antenne dans chaque département.

A partir d'avril 1943, je me suis donc mis à rayonner dans toute la France, à partir de Paris pour la zone nord, à partir de Clermont-Ferrand pour la zone sud.

Ces voyages m'amènèrent à passer plus de 40 fois la ligne de démarcation, toujours par le train (les franchissements clandestins auraient demandé trop de temps). Je n'eus jamais aucun incident.

J'utilisais pour mes déplacements quatre identités différentes qui n'étaient connues de personne, ni de ma famille, ni de mes adjoints. Je prenais mes contacts sous d'autres identités (soit la véritable, soit d'autres pour lesquelles je ne possédais pas de papiers). Je vivais ainsi que ma famille, sous une identité différente de toutes les autres.

J'ai contacté personnellement tous ceux à qui je destinais le commandement d'un B.S.M. Je leur demandais, en principe, de recruter eux-mêmes un adjoint et de me le présenter au voyage suivant. En dehors du chef du B.S.M. et de son adjoint, je ne voulais connaître

personne.

En fait, il fallut souvent que je recrute moi-même non seulement le chef du B.S.M., mais également l'adjoint. Il arriva aussi que, ne trouvant personne de qualifié au futur chef-lieu de la région militaire, je mette en place d'abord moi-même les futures antennes départementales avant de pouvoir les coiffer par un chef de B.S.M. qualifié.

En priorité, je cherchai à recruter des officiers d'active.

De nombreuses adresses furent données par la Section Cavalerie du Bureau du personnel de l'Armée (Lieutenant Van AERSTELAER), d'autres par la Direction de la Cavalerie (Commandant HENIN), d'autres enfin par le Colonel LE CORGUILLIER (détachement parisien de l'E.M.A.).

Dans les contacts avec les officiers d'active, il y eut quelques rares refus ; certains justifiés par des craintes pour la famille, d'autres par le « Serment au Maréchal ». En tous cas jamais aucune dénonciation ni même indiscrétion nuisible.

Beaucoup d'officiers et sous-officiers acceptèrent alors qu'ils s'étaient jusque là tenus à l'écart de la « résistance » locale en raison de son hostilité fréquente vis-à-vis de l'armée et surtout du spectacle affligeant qu'elle donnait souvent (politicaille de clocher, malhonnêteté, marché noir, bagarres pour les futures « places » agitation inefficace, etc.).

Chaque chef désigné de B.S.M. reçut un schéma général d'organisation de son futur poste en fonction duquel il assurait lui-même son recrutement (en fait, il fallut souvent les aider).

La mission du S.S.M. précurseur avait été fixée par une note du Commandant PAILLOLE, Directeur de la Sécurité Militaire et Chef des Services de C.E. à Alger, datée de février 1943 à Alger, et approuvée du Commandant en Chef Civil et Militaire, le Général GIRAUD.

En résumé, elle donnait mission à chaque B.S.M. : d'étudier sa région d'implantation et de se préparer à « émerger » à la Libération en vue d'assurer la sécurité des troupes françaises et alliées et le maintien de l'ordre.

De recruter et d'instruire le personnel et de préparer les moyens matériels (locaux, matériel de bureau, voitures, etc ..) nécessaires à cet « émergement ».

De repérer d'une part les éléments favorables, d'autre part les douteux et les hostiles, dans les diverses administrations et dans le public.

De préparer les futures opérations de répression et d'épuration.

De préparer la mise en place des Tribunaux chargés de réprimer les crimes contre la Sûreté de l'Etat.

La recherche du renseignement était en principe interdite, mais j'avais prescrit de transmettre les renseignements obtenus occasionnellement ainsi que toutes possibilités de renseignement (que je me réservais d'exploiter moi-même ou de faire exploiter par d'autres voies).

En fait, au fur et à mesure que le réseau se développa, de nombreux renseignements furent

obtenus.

TRANSMISSIONS.

A. - Avec ALGER.

Le S.S.M. précurseur n'avait pas de liaisons propres avec Alger. Il utilisait celles du T.R. jeune avec lequel une liaison régulière était organisée.

Pour les liaisons en zone sud, chaque chef de B.S.M. avait un correspondant T.R. auquel il remettait ses messages radio et son courrier.

En zone nord, le courrier était centralisé à Paris et remis au Commandant MERCIER ou à MAYEUR (Maréchal) tandis que les messages radio étaient confiés à une « boîte aux lettres ».

Cependant, quelques mois avant la Libération de Paris, une opération radio était mise à ma disposition. Madame CLAIR, Veuve d'un Chef d'Escadron d'Artillerie, habitant l'A.F.N., s'était mise à la disposition du Comandant PAILLOLE, Chef des Services de S.M. et avait reçu à Alger une formation radio. Entrée en France, par l'Espagne, elle dû revenir à deux reprises à Barcelone pour y chercher du courrier, puis un nouveau poste radio (le sien ayant grillé) ce qui retarda sa mise en service comme opération radio.

Installée enfin dans la région de Paris, elle y fit, dans les semaines précédant la Libération, de nombreuses émissions. Le 18 août, je l'envoyai à Nancy afin d'avoir, après la Libération imminente de Paris, une radio derrière les lignes allemandes. Elle fit le voyage avec l'un des convois de la Gestapo dans lequel nous avions un agent. Elle fit, à Nancy de nombreuses émissions pour le compte des Services Spéciaux et aussi pour celui de M. GRANDVAL qui, du fait d'arrestations, n'avait plus personne pour passer ses messages.

B. - Avec les B.S.M.

Les liaisons étaient assurées surtout par contacts directs pris par moi ou par mes adjoints généralement sur place et quelquefois à Paris.

Elles l'étaient aussi par lettres adressées soit à des « boîtes aux lettres » soit Poste Restante, soit dans les P.O.P.

Le courrier était relevé par mes adjoints qui disposaient pour cela d'identités strictement réservées à ce rôle.

LIAISON AVEC LE T.R.

T.R. « ANCIENS ».

Une liaison personnelle avait lieu entre VERNEUIL et moi à peu près une fois par mois.

Le contact était généralement pris à Brioude par l'intermédiaire d'un ancien employé civil du Service (M. DEVAUX, alias DANIEL) installé chez un de ses parents, marchand d'articles de pêche. Nous allions ensuite déjeuner dans un restaurant de la ville.

Le Capitaine MERCIER, chef du T.R. zone nord assistait généralement à la rencontre. Lui et

moi nous nous retrouvions d'habitude dans le premier train du matin Clermont-Brioude.

A Pau la liaison avec le T.R. « Anciens » était assurée par contacts fréquents entre moi (ou mon adjoint, le Capitaine de REMUR) et le Commandant MERCIER.

T.R. « JEUNES ».

Il avait été entendu entre VERNEUIL et moi que j'assumerais, en zone nord, un rôle de « mentor » vis-à-vis du T.R. « jeunes » dont la fougue, jointe souvent au manque d'expérience de la clandestinité nous causait, à tous deux beaucoup d'inquiétude.

Je ne pus malheureusement empêcher des imprudences de certaines missions de ce Réseau, dont le rôle essentiel et particulièrement périlleux était de mettre des moyens de liaison à la disposition des Services de C.E. (1).

(1) Liaisons radio, aériennes, sous marines, terrestres (par les Pyrénées au travers de l'Espagne), etc.

LIAISON AVEC L'O.R.A.

A été prise dès le début avec le Général FRERE et surtout avec son adjoint le Général OLLERIS qui lui succéda après son arrestation.

Je le rencontrais (généralement avec VERNEUIL) soit à Clermont-Ferrand, soit à Riom.

A Clermont, on se retrouvait aux environs de la gare, toujours pour les réunions beaucoup trop nombreuses et la plupart des participants dans les tenues caractéristiques d'officiers en civil (culottes de cheval, leggings ou bandes molletières, sacoches, etc...).

Après quoi, on allait déjeuner en bande dans un restaurant. Là encore, comme pour le T.R. jeune, VERNEUIL et moi tentions, sans grand succès, de donner des conseils de prudence.

A Riom, le Général OLLERIS nous recevait chez sa soeur (ou belle-soeur). C'était plus discret.

C'est cependant là que le Général OLLERIS fut arrêté.

Nous avions rendez-vous ce jour-là, VERNEUIL et moi, pour une réunion importante.

Arrivés les premiers, nous trouvons la soeur (ou belle-soeur) du Général affolée, qui nous fait comprendre qu'il venait d'être arrêté. Les Allemands n'avaient heureusement pas laissé de souricière mais pouvaient revenir.

Nous allons aussitôt nous installer dans un café ayant vue sur la gare et guettons l'arrivée des autres participants pour les prévenir et tenir dans le café un bref conciliabule.

Le Général GILLIOT, adjoint du Général OLLERIS, décide de prendre le commandement de l'O.R.A.

Je lui dis : « Ne retournez pas chez vous; il habitait la région) car le Général OLLERIS a

certainement votre adresse sur son carnet (il notait tout, malgré nos protestations à VERNEUIL et à moi).

Le Général GILLIOT me répond : « Certainement pas car il est souvent venu chez moi et n'a donc aucune raison d'avoir noté mon adresse ». J'insiste. Il ne veut rien savoir. Il est arrêté dans les 24 heures.

Le « flambeau » passe aux mains du Général VERNEAU. Il s'installe à Paris.

Je n'ai eu avec lui que quelques rares contacts dans un appartement de la rue Cognacq-Jay.

Là aussi, grosses imprudences. Beaucoup trop de gens réunis et connaissant l'adresse.

Après l'arrestation du Général VERNEAU, le Général REVERS prend la tête de l'O.R.A.

Il s'est tout de suite remarquablement adapté à la vie clandestine. A la fois prudent et très actif. A été un remarquable Chef de l'O.R.A.

J'avais avec lui des contacts réguliers dans de petits restaurants discrets.

Mon adjoint, le Capitaine de REMUR était en contacts suivis avec son Etat-Major (notamment du GARREAU et CANO, camarades de promotion de PAILLOLE et SIMONEAU.

Souvenirs sur le General Weygand : **Temoignage General Navarre**

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Henri Navarre,Services allemands
29 octobre 2021

Mon premier contact personnel avec le Général WEYGAND remonte aux premiers jours de la guerre de 1939. J'étais alors Chef de la Section allemande du S.R. , et j'avais comme adjoint le Capitaine GASSER.Or celui-ci m'avait prévenu la veille de ce que le Général WEYGAND, nommé Commandant en Chef au Moyen Orient lui avait demandé de l'accompagner à Beyrouth comme chef de cabinet.

1940 - 1941 : WEYGAND et le 2ème

Bureau d'ALGER: temoignage du General Navarre

Category: Extraits de bulletin, Général Henri Navarre
29 octobre 2021

Dès son arrivée à Alger comme Délégué Général du Gouvernement en AFRIQUE FRANCAISE, le Général WEYGAND m'avait désigné comme Chef de son 2ème Bureau. A ce titre, il me confia un rôle beaucoup plus large que celui normalement dévolu à cette fonction. Il s'agissait non seulement de renseigner le Général sur toutes les activités extérieures et intérieures de ceux que nous appelions toujours "l'ennemi" mais de servir de Chef d'orchestre à la lutte contre ces activités.

1973 : Presentation du service par General Navarre au Président du Sénat

Category: Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Henri Navarre, Renseignement, Services allemands, Services français
29 octobre 2021

Allocution du Général NAVARRE, Président d'Honneur de l' A.A.S.S.D.N., à l'occasion du Congrès de 1973 qui s'est tenu au Sénat, adressée à M. POHER, Président du Sénat.

« Le plaisir m'échoit, au bénéfice de l'âge, de vous dire, au nom de notre Association combien nous vous sommes reconnaissants d'avoir bien voulu nous accueillir dans ce Palais du Luxembourg. Nous vous remercions aussi de votre présence parmi nous.

« L'intérêt que vous nous manifestez ainsi me fait penser que je puis me permettre de vous dire brièvement ce qu'est l'Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale.

« Elle est composée des anciens membres, des survivants pourrais-je dire, de nos Services Spéciaux d'avant la Guerre. C'étaient trois Services travaillant en liaison mais distincts, le S. R. Guerre, le S.R. Air et le S.R. Marine.

« A cette époque, en effet, seul était recherché systématiquement le renseignement militaire. Il n'existait de S.R. politique, ni diplomatique, ni économique, ni scientifique. Il n'y avait pas non plus de grandes usines à renseignement comme celles dont on entend si souvent parler maintenant. Notre travail était discret et quelque peu artisanal. Mais il n'en était pas moins efficace et les résultats obtenus par les Services Spéciaux avant guerre et pendant ce qu'on a appelé la drôle de guerre » sont là pour le prouver.

Nous avons suivi pas à pas, depuis 1918, toutes les étapes du redressement politique et militaire de l'Allemagne et les avons annoncés très largement à temps pour que des contre-mesures puissent être prises si l'on avait voulu en prendre. Je puis citer notamment le rétablissement du Service obligatoire en 1935, la remilitarisation de la rive gauche du Rhin en 1936, puis les agressions sur l'Autriche, la Tchécoslovaquie et enfin la Pologne. Rien ne nous a échappé non plus de l'appareil militaire allemand Nous avons toujours connu le nombre des Divisions allemandes et notamment des Divisions blindées. Nous savions exactement leur effectif, leur armement et leur équipement. Nous n'ignorions rien des, fortifications, de l'aviation et de la marine.

« Nous savions aussi parfaitement quelle stratégie et quelle tactique l'ennemi comptait employer.

« Enfin, bien des mois avant le 10 Mai 1940, nous avons prévenu que l'offensive hitlérienne se produirait certainement à travers la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Jamais gouvernement et haut commandement ne furent mieux renseignés.

« Quant à cette 5e Colonne » dont on a beaucoup parlé, elle n'a jamais existé grâce aux mesures prises par nos Services de Contre-Espionnage.

« Aussi, quand on analyse les causes du désastre de 1940, y en a-t-il une qui doit être, en tous cas, totalement exclue c'est une quelconque carence des Services Spéciaux Français.

« Dès l'Armistice, nous avons, sans un seul jour d'interruption, continué notre travail de Renseignement et de Contre-Espionnage sur l'Allemagne et l'Italie.

« Bien avant que les premiers réseaux de Résistance aient commencé à se former, nous obtenions, grâce aux moyens de toute nature que nous avons pu conserver, des résultats considérables dont nous faisons bénéficier les Anglais, seuls à même, à cette époque, d'en tirer parti.

« Ce travail, les Services Spéciaux l'ont continué envers et contre tout jusqu'en Octobre 1942, malgré que certains des dirigeants de Vichy se soient efforcés de le contrecarrer.

« Ils l'ont poursuivi ensuite dans la France totalement occupée jusqu'à la Libération. Cela au prix de plus de 300 morts.

« Après quoi, les anciens Services Spéciaux ont été intégrés dans ce qui fut la D.G.S.S., puis la D.G.E.R. et qui est enfin devenu le S.D.E.C.E. »

« Voici, Monsieur le Président, ce que représente notre Amicale. Merci encore de l'hospitalité que vous lui donnez aujourd'hui. »

[Commentaires de l'ouvrage du General Navarre" Le Service de renseignement 1871-1944" par L PAPELEUX](#)

Category: 1800-1900,1900-1930,1930-1935,1935-1940,1942-1945,Affaire Enigma,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Henri Navarre,Renseignement,Services allemands,Services français,SERVICES SPECIAUX

29 octobre 2021

Le professeur Léon PAPELEUX de l'Université de Liège a publié dans une revue spécialisée belge une critique de l'ouvrage d'Henri Navarre et d'un groupe d'anciens du SR : Le Service de Renseignements, 1871-1944 .Parmi les succès obtenus par le S.R. français, un certain nombre - et des plus importants - furent dus à des sources allemandes. L'une de celles-ci que Churchill appelait « la source miracle » et dont Eisenhower a dit que son rôle avait été décisif, a été la reconstitution et l'utilisation de la machine allemande à chiffrer mécaniquement qui est connue sous le nom d'Enigma. Les plus grands cryptologues du camp adverse avaient conclu à l'herméticité des documents chiffrés par cet engin.

La paternité de la reconstruction d'Enigma est encore aujourd'hui un sujet de polémiques entre les anciens Alliés. Navarre apporte, à ce propos, le son de cloche français. Le S.R. français a obtenu d'un fonctionnaire de la Chiffrierstelle les éléments nécessaires au déchiffrement : manière d'utilisation et de déchiffrement, tableau mensuel des clés changeant quotidiennement, etc. Partant de ces données, le S.R. polonais reconstitua Enigma et ses modèles successifs. Ce qui permit aux Alliés de lire presque toute la guerre à livre ouvert dans les intentions stratégiques allemandes

[Le Réseau Marco du réseau Klebler SR Guerre](#)

Category: 1940-1944 : Résistances en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Henri Navarre,Renseignement,Services allemands

29 octobre 2021

Parmi les formations du « Réseau Kléber » du S.R. Guerre, le réseau « Marco » a eu un rôle essentiel que retrace son créateur, notre ami de SAINT-HILAIRE et dont l'ouvrage du général NAVARRE « Le Service de Renseignements » a souligné l'importance et les mérites.

Nous reproduisons ci-après les circonstances qui ont présidé à la reconstitution historique de « Marco » et les commentaires de SAINT-HILAIRE sur la naissance et la vie de ce réseau qui fut son oeuvre.

Un jour d'automne, en 1980, un lunch de « retrouvailles » réunissait une quarantaine de personnes. Elles étaient toutes entre deux âges, c'est-à-dire entre le troisième et le quatrième. Les plus jeunes qui n'avaient pas encore trois fois vingt ans, évoquaient des souvenirs de leur vingtième année. Les plus anciens venaient d'avoir quatre fois vingt ans, et les mêmes souvenirs étaient ceux de la « force de l'âge ». Les uns et les autres avaient surmonté, ensemble mais souvent sans se connaître, les rigueurs des années « terribles », celles de l'occupation allemande, en s'efforçant de contribuer à l'avènement de jours meilleurs par des moyens à leur portée.

Ils avaient choisi un combat où l'adversaire est constamment traqué par des cerveaux, des yeux et des oreilles, tenant lieu d'armes à des combattants sans armures, sans uniforme et sans troupe. Certes, ils avaient des chefs, mais ils n'en connaissaient généralement qu'un seul ; et les missions qu'ils en recevaient les éloignaient de lui comme de leurs camarades. Parfois, à leur retour, ils ne trouvaient plus personne. D'autres fois, c'est eux qui ne revenaient pas.

C'est pourquoi les anciens combattants réunis ce jour-là ne ressemblaient guère à une amicale régimentaire. D'abord, ils étaient des deux sexes. Ensuite, ils ne se connaissaient que par petits groupes, et certains groupes n'avaient jamais vu les autres. Enfin, les grands chefs, celui qui commandait depuis l'Auvergne (le clandestin), et celui qui siégeait à Alger, voyaient pour la première fois un important échantillonnage des quelque cent soixante-dix agents immatriculés par le réseau.

Quant au chef de réseau, sans avoir pu connaître à l'époque considérée tous ses collaborateurs dispersés sur la moitié nord de la France - car il était installé (si l'on peut dire) à Paris - il était seul à en savoir assez, ses archives aidant, pour répondre aux vœux de tous : reconstituer l'histoire de leur réseau.

Un service de renseignements, avec ses structures nationales et internationales permanentes et parfois anciennes, obtient toujours les résultats appréciables. Tel fut le cas du S.R. français, institutionnel ou clandestin, et l'Histoire se charge de le démontrer.

Il n'en est pas forcément de même pour un Réseau de Renseignement clandestin, créé de toutes pièces pour répondre aux nécessités stratégiques de l'époque, mais soumis à tous les aléas de la clandestinité, pourchassé par l'adversaire, et parfois ballotté dans les mouvements du champ de bataille.

On peut toujours dire que l'on a créé un Réseau de Renseignement parce qu'on a eu l'intention de « faire du renseignement ». Encore faut-il prouver que ce but a été atteint. Et pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire que le renseignement ait été recueilli, transmis à qui de droit, et en temps utile. Reste à savoir si l'exploitation est intervenue, également en temps utile, mais ce n'est plus de la responsabilité d'un Réseau.

En ce qui concerne le réseau MARCO, avant de dire ce qu'il a pu faire en matière de renseignement - son activité exclusive - il convient d'abord de constater ou de rappeler :

- qu'il a pris la suite du poste S.R. de Paris (antenne de P2) en assurant ainsi dans la zone nord la continuité du S.R. KLÉBER, mais qu'il y a tout de même eu « hiatus » dans la fourniture du renseignement de type « O.D.B. » du fait que la destruction de P2 précéda la création de MARCO ;

- que l'intervention relativement tardive de MARCO dans la bataille du renseignement (vers le 1er janvier 1944), et sa courte durée en clandestinité (environ 8 mois), lui permirent de résister au perpétuel harcèlement de l'adversaire (1), donc de rester efficace ;

- que la quasi-totalité de son effectif permanent était composée de résistants anciens récemment reconvertis au renseignement ; un recrutement sélectif et un encadrement de quelques officiers déjà entraînés (2) avaient heureusement réglé le problème de l'instruction technique.

La mission prioritaire pour MARCO me semblait être de fournir en permanence aux États-majors concernés les renseignements leur permettant de tenir à jour l'ordre de bataille (ODB) des troupes d'occupation. Sauf le cas rarissime d'une information globale obtenue par document (ce qui ne nous est jamais arrivé), je n'ai pas imaginé d'autre procédé que le « ratissage » systématique du terrain, permettant de déceler et d'identifier les unités et les états-majors en stationnement ou en mouvement.

Aux échelons d'exploitation, le rassemblement des morceaux du « puzzle » reconstituerait les grandes unités, seules prises en compte pour l'ordre de bataille.

Il s'agissait donc d'une prospection méthodique que nous programmions nous-mêmes, mais nous avons aussi à répondre aux questionnaires, et à nous conformer aux orientations. Pour y parvenir sans discontinuité, il nous fallait un effectif nombreux et de qualité, et nous pûmes le réunir au point d'être en mesure de pallier de nombreux accidents. On sait aussi que les liaisons et transmissions ont fonctionné de telle sorte que les résultats acquis par les équipes de recherche sont parvenus en temps utile aux destinataires habituels (le S.R. d'Alger et le B.C.R.A. de Londres). Et l'on a vu qu'avant la libération de Paris, nous avons pu renseigner directement l'O.S.S. (3) du XIIe groupe d'armées U.S., en opérations.

Mais la notion de « Réseau » serait beaucoup trop restrictive si on n'y comprenait que les agents recrutés, instruits et administrés pour servir à plein temps, tout comme dans une unité de l'armée régulière. Autrement dit, les éléments constitutifs d'un réseau (au moins dans le « renseignement ») ne sont pas seulement ceux que l'on appelait « les agents P2 ou P1 » (4) dans le jargon administratif de la clandestinité. Chez MARCO, les agents de recherche dont il vient d'être question - tous « P » évidemment - ne furent pas les seuls à travailler pour l'O.D.B. Participèrent également à cette tâche des organisations amies qui avaient aussi une activité S.R., généralement accessoire, mais parfois structurée quand elles avaient créé un « Deuxième Bureau ».

Mais dans tous les cas elles n'avaient pas les moyens de transmettre à un utilisateur qualifié, directement et en temps utile, des renseignements qui sont toujours urgents par hypothèse.

Dans la catégorie des organisations ayant une structure de « renseignement », je citerai :

- Le Deuxième Bureau de l'O.R.A. qui, dans ses synthèses reproduisait des renseignements O.D.B. signés MARCO, mais apportait aussi des renseignements de même nature en provenance de ses officiers régionaux ;

- Le S.S.M.-précurseur du lieutenant-colonel NAVARRE; on sait que ce dernier échangeait avec moi, chaque semaine, des papiers S.R. contre mes papiers C.E.;

- Le Deuxième Bureau de « Libération », dont le pseudo était « Léon ».

Pendant quelques mois nous avons transmis le « courrier de Léon » auquel « Kléber » attachait de l'importance, mais aujourd'hui nos trous de mémoire ne nous permettent plus d'identifier la personne de « Léon ».

- Le Deuxième Bureau des F.F.I. de la Région parisienne avec lequel j'étais en rapports personnels ; il avait habituellement ses moyens de transmission autonomes ; mais on a vu qu'au mois d'août 1944, il a dû me confier son courrier O.D.B. pour l'armée américaine ;

- Le Comité d'Action contre la Déportation (C.A.D.), dont le chef était alors Léo HAMON. Nous avons des contacts assez fréquents dans les bosquets des Tuileries, et il m'apportait fidèlement la collecte de son organisation ;

- Enfin Jean MAURICHEAU-BEAUPRE, très introduit dans le milieu des Beaux-arts, et qui logeait à ce titre dans les combles du Louvre, affectionnait aussi les Tuileries pour nos rendez-vous. Il avait bien sûr des « tuyaux » de toute provenance. Mais il devint un jour chef du Groupe France-Sud « rattaché » au réseau « Samson » du S.R. Air. « Il couvrait une bande de 50 km le long de la Méditerranée, de la frontière italienne à Montpellier » (cf. Le S.R. Air du général BEZY, page 185).

C'est sans doute la raison pour laquelle, paradoxalement, les archives de MARCO - réseau de la zone nord - sont abondamment pourvues de renseignements O.D.B. sur toute « la Côte », et sur l'Italie. (Je me rappelle les avoir remis à l'O.S.S., faute de mieux, en août 1944). Il faut croire que ce groupe France-Sud avait plus de facilités à évacuer ses fournitures sur Paris (MARCO) et sur sa hiérarchie méridionale.

Cependant, parmi les amis qui renseignaient MARCO, et que MARCO a pu aider, notamment pour la transmission de leurs fournitures, il n'y avait pas que des spécialistes de l'O.D.B.

Il y eut aussi, par exemple, de bons observateurs de la politique et de la haute administration, des industriels connaissant bien la question du pillage de l'économie française, et de l'utilisation de notre industrie par les autorités civiles et militaires d'occupation. Il y eut enfin le cas très rare d'un diplômé des hautes études germaniques, autorisé à circuler librement en Allemagne, et « s'autorisant » à rapporter de ses voyages toutes informations intéressant les Alliés, dont celles concernant la fabrication des armes secrètes.

Mais son réseau « AUBRAY » était une émanation du très officiel commissariat à la main-d'oeuvre en Allemagne. Ce qui nous ramène aux divers organismes ou réseaux faisant du noyautage des administrations publiques, plus ou moins affiliés au « N.A.P. » et au « Super N.A.P. », spécialisés en la matière.

Il y avait donc, sur le terrain, un certain enchevêtrement de compétences, grâce aux bonnes relations et la grande appétence pour le renseignement « tous azimuts », dans un milieu somme toute assez restreint, si l'on ne compte que les personnes susceptibles d'avoir entre elles, sans enfreindre les règles du cloisonnement, des relations « au sommet ».

Pour n'oublier personne et rendre justice à tous, une dernière constatation s'impose :

Les réseaux n'avaient pas le monopole du patriotisme et de la compétence, et la plus élémentaire prudence les dissuadait de toute publicité. Un fonctionnaire bien placé pour telle ou telle catégorie de renseignement pouvait être collègue sans le savoir d'un membre du N.A.P. ou super-N.A.P., et devenir le fournisseur d'un réseau de renseignement qu'il « glanait » sur tout le territoire. Cela s'est produit souvent chez MARCO, et c'est pourquoi j'en parle savamment.

Travaux Ruraux et le réseau des fleurs (1943-1944)

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 1942-1945, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Colonel Verneuil (Marcel Lafont), Extraits de bulletin, Général Henri Navarre, Renseignement, Services français, Travaux ruraux
29 octobre 2021

Au début de l'année 1943 l'organisation TR est gravement touchée. Le Commandant Paillole, chef de l'ensemble SSM -TR et le Capitaine Lafont chef des TR en France Occupée vont devoir procéder à un complet remaniement du service de contre-espionnage clandestin. L'ancienne organisation, trop hiérarchisée et pyramidale, fut remplacée par une autre plus souple et décentralisée.

Les 4 Anciens Postes ainsi que leurs annexes, vont être remplacés par des Postes Autonomes plus légers mais aussi plus nombreux.

Cette nouvelle structure fonctionnera dès le printemps 1943 sous des pseudos de " Noms de fleurs ".

Lire le document ci-dessous pour plus d'informations sur l'organisation et les hommes clés.

En savoir plus :

- *Le Service de Renseignements 1871-1944, Général Henri Navarre, édition Plon 1978*
- *Paul Paillole "Services spéciaux", Robert Laffont, Paris 1975*